

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE BLANCHE, 25.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

S'adresser, pour toutes les communications, au citoyen SORBIÈRE, 25, rue Blanche.

(Affranchir)
L'un des gérants, rédacteur en chef : CARAIGNE.

Paris, 12 mars.

La Presse paraît nous prendre à partie à propos des républicains de la veille et de ceux du lendemain. « L'a-venir prononcera, dit-elle, entre les républicains du « lendemain et les républicains de la veille, qui rappel-« lent à tout propos leurs seize quartiers de radicalis-« me, comme si la valeur des opinions était dans la « date. »

Il y a certes de l'habileté à proclamer une idée vraie pour en tirer parti, sans trop en avoir l'air, au profit de sa position actuelle. Assurément, la valeur des opi-nions n'est point dans leur date; c'est plus haut qu'il faut la chercher, dans l'intelligence, dans le cœur sur-tout, sans lequel l'intelligence n'est trop souvent qu'un fleau. Et puis, il manque à l'idée vraie une con-sécration qui nous paraît être d'un grand poids. Après avoir parlé comme il le fait, M. de Girardin pouvait ajouter, ce nous semble, que les conversions subites tiennent les hommes en garde d'autant plus que les nouveaux convertis ont agi dans un sens précisément contraire au principe républicain en des temps non éloignés encore et dans des crises où la confession loyale de cette doctrine pouvait empêcher bien des maux. Qu'on nous fasse des citations d'un ouvrage publié il y a dix ans : c'est un prospectus comme un autre; mais comment, depuis cette publication au-jourd'hui invoquée par lui, M. de Girardin a-t-il pu consentir à se faire le champion du ministère Molé quand il s'agissait d'une guerre de portefeuilles? M. Molé, l'homme qui, malgré la foi d'une capitulation jurée sous la condition *sine qua non* de respecter les personnes et leurs biens, osa pourtant voter la mort du maréchal Ney! Comment le sentiment républicain qui brûlait alors le cœur du rédacteur de la Presse a-t-il pu se taire au souvenir d'une pareille énormité? Comment surtout la Presse a-t-elle pu se résoudre à soutenir l'entrée au pouvoir d'un homme si tristement signalé? Quel est donc ce républicanisme silencieux sous le règne de la monarchie, quand il avait si belle occasion d'éclater? Cette conduite peut cacher, sans doute, une grande conception politique; mais inhabi-tués comme nous le sommes à la perception de choses si hautes, nous déclarons franchement n'y rien com-prendre.

Le public sera-t-il d'une autre opinion? Nous en doutons. Les républicains aux seize quartiers, s'ils n'ont d'autre mérite, ont au moins celui d'avoir vu avant bien d'autres ce qui était juste et vrai. On ne les a pas trouvés recherchant les décorations, les faveurs, les places; loin de là, le refus de serment nettement articulé est venu, en conséquence logique de la position prise par eux. Lorsque, peu après le 6 juin et quand les cadavres des républicains étaient encore entassés à la Morgue, l'ex-roi Louis-Philippe, parlant, le tri-corne sur l'oreille, à la chambre, disait, en frappant du poing sur la tribune : « La République a péri! » ni la colère de ce fourbe et cruel vieillard ni les applaudis-sements frénétiques des dévoués de ce temps ne firent fléchir le courage des républicains. Doullens, Clair-vaux, le Mont-Saint-Michel attestèrent, tant que dura la lutte, ce que peut la fermeté du caractère unie à une foi profonde. Quoi qu'on puisse dire, ces qualités seront toujours honorables et honorées par les gens de bien, et s'il s'agissait de décerner un mandat de confiance, nous doutons fort que le public préférerait les nouveaux convertis aux anciens rebelles, si rudement éprouvés.

La Presse parle-t-elle sérieusement quand elle dit : « Le lendemain du jour où l'on a aboli les titres de la « noblesse féodale et impériale, voudrait-on déjà créer « une gentillommerie républicaine et un blason répu-« blicain? »

Ordinairement, M. de Girardin raisonne mieux; aussi, paraît-il l'avoir pressenti. Les paragraphes sui-vants corrigent cette phrase légère; nous n'en dirons pas plus à ce sujet.

Que les nouveaux républicains fassent à l'envi preuve de zèle et de dévouement; nous applaudirons à toutes les convictions sincères. Mais quant à ceux qui prennent le masque afin de couvrir leurs projets réactionnaires, nous les surveillons sans les craindre. Nous leur disons seulement : « Rappelez-vous Saint-Merry, Lyon et le 24 février; vous avez toujours les mêmes hommes en face. Ils ne sont pas tous morts. »

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire a pris, sous la date du 10 mars courant, l'arrêté suivant :

Considérant que les réfugiés polonais, animés du désir de prouver leur reconnaissance et leur dévouement pour la France, leur seconde patrie, à l'effet de servir, conjointement avec les Français, la cause de l'ordre et de la liberté;

Considérant qu'une pareille offre, faite au nom de ce peuple qui a déjà fourni à la France tant de fidèles compagnons d'armes et de gloire, doit être accueillie par un Gouvernement fondé sur les sympathies nationales et résolu à s'appuyer constamment sur elles, sympathies toujours si vives en faveur de la Pologne;

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera formé immédiatement une légion po-lonaise qui sera sous les ordres du ministre de la guerre.

Art. 2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exé-cution du présent arrêté.

Les membres du Gouvernement provisoire.

DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, MAR-
RAST, GARNIER-PAGÈS, ALBERT, MA-
RIE, LEDRU-ROLLIN, FLOCON, CRÉ-
MIEX, LOUIS BLANC, ARAGO.

Le secrétaire général du Gouvernement
provisoire,

PAGNERRE.

Le Gouvernement provisoire a reçu aujourd'hui deux lettres de MM. Henri et François d'Orléans (d'Aumale et Joinville) dans lesquelles ils assurent qu'ils ont quitté la terre française et remis le commandement aux offi-ciers nommés par le Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Par arrêtés du Gouvernement provisoire de la Ré-publique, des 8, 9 et 10 mars, ont été nommés :

Procureur général près la cour d'appel de Montpel-
lier,

M. Gustave Laissac, avocat, en remplacement de M. Renard;

Premier avocat général à la cour d'appel de Montpel-
lier, M. Napoléon Boyer, en remplacement de M. Massot;

Juge au tribunal de première instance de Saint-Yrieix
(Haute-Vienne), M. Bravard-Verrières, licencié en
droit, ancien juge de paix, en remplacement de M.
Darchis, appelé à d'autres fonctions;

Juge au tribunal de première instance de Gannat (Al-
lier), M. Gay, juge suppléant au même tribunal, en
remplacement de M. Gaulmin, décédé;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de pre-
mière instance de Montpellier (Hérault), M. Lacroix,
avocat, en remplacement de M. Pouget;

Substitut du commissaire du Gouvernement près le
tribunal de première instance de Rethel (Ardennes),
M. Robert, avocat, en remplacement de M. Bachelier,
appelé à d'autres fonctions.

— Par arrêtés du 11 mars ont été nommés :

Président de chambre à la cour d'appel de Besançon,
M. Jobard, avocat général près la même cour, en
remplacement de M. Monnot-Arbilleur, décédé;

Président du tribunal de première instance de Brioude
(Haute-Loire), M. Mallye, en remplacement de M.
Pascon, décédé;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de
première instance de Cosne (Nièvre), M. Gambon,
juge suppléant au même siège, en remplacement de
M. Turquet;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de
première instance de Gourdon (Lot), M. Celarié,
avocat, en remplacement de M. Perié, admis à faire
valoir ses droits à la retraite;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de
première instance de Clénon (Indre-et-Loire), M.
Poitevin, substitut à Blois, en remplacement de M.
Fouquetteau, non acceptant;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de
première instance de Toul (Meurthe), M. Lestamy,
avocat, en remplacement de M. Cornereau;

Substitut près le tribunal de première instance d'A-
miens (Somme), M. Galisset, avocat, en remplace-
ment de M. Jacquin de Cassières;

Juge de paix du canton de Phalsbourg (Meurthe), M.
Streicher, licencié en droit, en remplacement de M.
Welly, décédé;

Juge de paix du canton de Rebais (Seine-et-Marne),
M. Debourge, en remplacement de M. Ballé.

Les députés dynastiques se présentent aux élections. Loin de nous l'idée de mettre leur bonne foi en sus-pension; mais il nous est difficile de comprendre comment leur dévouement à la République pourra surgir du dévouement à la dynastie proclamé encore la veille des barricades. Cette tâche nous semble bien forte pour des hommes qui n'ont pas craint, après avoir donné rendez-vous sur la place publique, de s'abstenir devant l'ordre du maître.

D'ailleurs ces hommes ont-ils bien la science éco-nomique nécessaire à la solution des grandes questions qui nous occupent? Leurs circulaires nous démontrent le contraire; on y retrouve la même idée de *mezzo ter-mine* qui florissait naguère à la Chambre dissoute. Rien de précis, rien de ferme, moins encore de nouveau.

Ainsi nous ne trouvons nulle part la résolution bien arrêtée d'aider le gouvernement dans cette redoutable question de l'organisation du travail. On en parle en généralisant, avec précaution, comme les enfants qui approchent leur doigt de la lumière. L'habitude du privilège habitué au bien-être se retrouve partout. Ils veulent bien voir le problème résolu pourvu que leur vie ordinaire ne soit pas changée. Tandis qu'un ouvrier fumiste, le digne Moriot, offre au gouvernement les quatre cinquièmes de sa modeste épargne, nos pro-

priétaires, bien nantis de rentes, auraient peur de sa-crifier un vingtième de leurs gros revenus. Dans cette circonstance, comme toujours, le pauvre est au-dessus du riche, pour le cœur, dans la proportion de 4 à 1.— Et remarquez bien que cette unité même est hypothé-tique, puisqu'ils n'ont rien offert, tandis que l'ouvrier a signé sa souscription volontaire.

Et pourtant l'aide des riches n'est-elle pas un des moyens les plus prompts d'établir la justice? Est-ce avec l'indolence ou la force d'inertie que de si grands tra-vaux se résument?

Les anciens nobles ont tiré de nos poches le milliard de l'indemnité; les familiers de Louis-Philippe ont pris bien plus encore. Qu'ils se hâtent donc d'aider l'Etat; qu'ils se gardent surtout d'entraver le gouvernement, car ce qu'on nous a ôté en nous mettant les baïon-nettes étrangères sur la gorge n'est certes pas de source assez pure pour qu'on le respecte aux mains d'enne-mis armés contre nous.

Commission de gouvernement pour les travailleurs.

Considérant que les ouvriers des différentes profes-sions ont nommé des délégués pour soutenir leurs in-térêts;

Qu'il est juste qu'à leur tour les délégués des patrons ou chefs d'industries soient convoqués;

Considérant que le rapprochement des conditions et un loyal examen des droits, des devoirs de chacun, a-mèneront naturellement, par le fraternel accord des volontés, les solutions les plus désirables, parce qu'au fond tous les intérêts sont solidaires;

Les président et vice-président de la commission de gouvernement pour les travailleurs font savoir que la réunion des délégués choisis par les patrons ou chefs d'industries, au nombre de trois par chaque profession, aura lieu vendredi prochain 17 mars, à midi, au pa-lais du Luxembourg.

En conséquence, les délégués des chefs d'industrie sont invités à justifier de leurs pouvoirs avant le jour de la convocation.

Le 11 mars 1848.

Les président et vice-président de la commis-sion de Gouvernement pour les travail-leurs,

LOUIS BLANC, ALBERT.

Les président et vice-président de la commission de gouvernement pour les travailleurs ont remarqué avec plaisir que plusieurs chefs d'industrie sont animés d'un sincère esprit de conciliation.

Et en effet, appeler à l'examen des questions relati-ves à l'organisation du travail les délégués des ouvriers, d'une part, les délégués des patrons, de l'autre, c'est évidemment ménager à la situation actuelle l'issue la plus favorable.

Les chefs d'industrie apprécieraient bien mal leurs intérêts s'ils ne comprenaient pas cette vérité, et sur-tout s'ils prétendaient faire repentir un ouvrier d'a-voir accepté le mandat de ses camarades.

Les président et vice-président de la commis-sion de Gouvernement pour les travail-leurs,

LOUIS BLANC, ALBERT.

Paris, 11 mars 1848.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux commissaires du gouvernement provisoire.

La circulaire qui vous est parvenue et qui a été pu-bliée traçait vos devoirs. Il importe que j'entre avec vous dans quelques détails, et que je précise plus net-tement ce que j'attends de votre patriotisme, mainte-nant que, par vos soins, la République est proclamée.

Dans plusieurs départements on m'a demandé quels étaient vos pouvoirs. Le citoyen ministre de la guerre s'en est inquiété en ce qui touche vos rapports avec les chefs militaires. Plusieurs d'entre vous veulent être fixés sur la ligne de conduite à suivre vis-à-vis de la magistrature; enfin la garde nationale et les élec-tions, les élections surtout, doivent être l'objet de votre constante préoccupation.

I. Quels sont vos pouvoirs?

Ils sont illimités. Agent d'une autorité révolution-naire, vous êtes révolutionnaire aussi. La victoire du peuple vous a imposé le mandat de faire proclamer, de consolider son œuvre. Pour l'accomplissement de cette tâche, vous êtes investi de sa souveraineté, vous ne relevez que de votre conscience, vous devez faire ce que les circonstances exigent pour le salut public.

Grâce à nos moeurs, cette mission n'a rien de terri-ble. Jusqu'ici vous n'avez eu à briser aucune résis-tance sérieuse, et vous avez pu demeurer calme dans votre force. Il ne faut cependant pas vous faire illu-sion sur l'état du pays. Les sentiments républicains y doivent être vivement excités, et pour cela il faut con-fier toutes les fonctions politiques à des hommes surs et sympathiques. Partout les préfets et sous-préfets doivent être changés : dans quelques localités on ré-clame leur maintien; c'est à vous de faire comprendre aux populations qu'on ne peut conserver ceux qui ont servi un pouvoir dont chaque acte était une corrup-tion.

La nomination des sous-commissaires remplaçant

ces fonctionnaires vous appartient. Vous m'en référez toutes les fois que vous éprouverez quelque hésitation. Choisissez de préférence des hommes appartenant au chef-lieu; vous ne les prendrez dans l'arrondissement même que lorsque vous les saurez dégagés d'esprit de coterie. N'écarter pas les jeunes gens : l'ardeur et la générosité sont le privilège de cet âge, et la République a besoin de ces belles qualités.

Vous pourriez aussi au remplacement des maires et des adjoints. Vous les désignerez provisoirement, en les investissant du pouvoir ordinaire. Si les conseils municipaux sont hostiles, vous les dissoudrez, et, de concert avec les maires, vous constituerez une municipalité provisoire; mais vous n'aurez recours à cette mesure que dans un cas de rigoureuse nécessité. Je crois que la grande majorité des conseils municipaux peut être conservée en mettant à leur tête des chefs nouveaux.

II. Vos rapports avec les chefs militaires.

Vous exercez les pouvoirs de l'autorité exécutive; la force armée est donc sous vos ordres. Vous la requérez, vous la mettez en mouvement; vous pouvez même, dans les cas graves, suspendre un chef de corps, en m'en référant immédiatement. Mais vous devez apporter de grands ménagements dans cette partie de vos fonctions. Tout ce qui, de votre part, blesserait la juste susceptibilité des chefs de corps ou du soldat serait une faute inexcusable. J'ai appris que, dans plusieurs départements, les commissaires n'ont pas établi sur-le-champ un lien entre eux et l'autorité militaire; je m'en étonne et vous invite à ne pas manquer à ces règles si simples de bonne politique et de convenance. L'armée a montré dans ces derniers événements sa vive sympathie à la cause républicaine; il faut se la rattacher de plus en plus. Elle est peuple comme nous; elle est la première barrière qui s'opposerait à une invasion. Elle va entrer pour la première fois en possession de droits politiques. Honorez-la donc, et conciliez-vous les bons sentiments de ceux qui la commandent. N'oubliez pas non plus que vos pouvoirs ne sauraient toucher à la discipline. Ils se résument en ces deux mots : Vous servir de la force militaire ou la contenir, et la gagner par des témoignages d'estime et de cordialité.

III. Vos rapports avec la magistrature.

La magistrature ne relève de l'autorité exécutive que dans le cercle précis tracé par les lois. Vous exigerez des parquets un concours dévoué : partout où vous ne le rencontrerez pas, vous m'en avertirez, en m'indiquant le nom de ceux que recommandent leur droiture et leur fermeté. J'en ferai immédiatement part au ministre de la justice. Quant à la magistrature inamovible, vous la surveillerez, et si quelqu'un de ses membres se montrait publiquement hostile, vous pourriez user du droit de suspension que vous confère votre autorité souveraine.

IV. La garde nationale.

Vous recevrez de moi des instructions détaillées sur l'organisation de la milice civique. J'ai tâché d'y prévoir et d'y résoudre toutes les difficultés que vous pouvez rencontrer. Celles qui naîtront d'obstacles imprévus et locaux seront levées par votre patriotisme. En faisant procéder aux élections, vous vous conformerez aux décrets du Gouvernement, c'est-à-dire que, par dérogation à la loi de 1851, vous ferez nommer tous les officiers sans exception par les gardes nationaux, en commençant par les grades supérieurs. Vous surveillerez soigneusement l'action des sous-commissaires et des municipalités, et vous les obligerez à vous rendre un compte exact de leurs opérations.

V. Les élections.

Les élections sont votre grande œuvre; elles doivent être le salut du pays. C'est de la composition de l'assemblée que dépendent nos destinées. Il faut qu'elle soit animée de l'esprit révolutionnaire, sinon nous marchons à la guerre civile et à l'anarchie. A ce sujet, mettez-vous en garde contre les intrigues des hommes à double visage qui, après avoir servi la royauté, se disent les serviteurs du peuple. Ceux-là vous trompent, et vous devez leur refuser votre appui. Sachez bien que, pour braver l'honneur de siéger à l'assemblée nationale, il faut être pur des traditions du passé. Que votre mot d'ordre soit partout : Des hommes nouveaux et autant que possible sortant du peuple.

Les travailleurs, qui sont la force vive de la nation, doivent choisir parmi eux ceux que recommandent leur intelligence, leur moralité, leur dévouement : réunis à l'élite des penseurs, ils apporteront à la discussion de toutes les grandes questions qui vont s'agiter l'autorité de leur expérience pratique; ils continueront la révolution et la contiendront dans les limites du possible et de la raison. Sans eux, elle s'égarerait en vaines utopies ou serait étouffée sous l'effort d'une faction rétrograde.

Éclairés les électeurs, et répétez-leur sans cesse que le règne des hommes de la monarchie est fini. Vous comprenez combien ici votre tâche est grande. L'éducation du pays n'est pas faite; c'est à vous de le guider. Provoquez sur tous les points de votre département la réunion de comités électoraux, examinez sévèrement les titres des candidats. Arrêtez-vous à ceux-là seulement qui paraissent présenter le plus de garanties à l'opinion républicaine, le plus de chances de succès. Pas de transactions, pas de complaisances. Que le jour de l'élection soit le triomphe de la révolution.

Le membre du Gouvernement provisoire,
ministre de l'intérieur,
LEDRU-ROLLIN.

Algérie.

La République a été proclamée à Alger. Voici les pièces que contient à ce sujet le *Moniteur algérien* du 3 mars :

Le gouverneur général à la population et à l'armée.

Le gouverneur général n'a reçu de Paris aucune communication officielle.

L'ordre règne dans le midi de la France.

Une dépêche télégraphique du Gouvernement provisoire a prescrit de tenir l'escadre de Toulon prête à prendre la mer.

Union et calme doivent rester la devise de tous les bons citoyens et de l'armée.

Alger, le 2 mars 1848.

H. D'ORLÉANS.

Le gouverneur général à la population et à l'armée.
Le gouverneur général trouve dans les journaux de Marseille et de Toulon la dépêche suivante, qu'il porte immédiatement à la connaissance du public :

Le ministre de l'intérieur aux préfets et sous-préfets.

« Paris, 25 février 1848, onze heures du matin.
« Le gouvernement républicain est constitué; la nation va être appelée à lui donner sa sanction. Vous avez immédiatement à prendre les mesures nécessaires pour assurer au gouvernement le concours de la population et de la tranquillité publique. »

Le gouverneur général répète qu'il n'a reçu aucune communication officielle. Les bons citoyens et l'armée, fidèles comme lui à la cause de la France, attendront avec le plus grand calme les ordres de la mère-patrie.

Alger, 2 mars 1848.

H. D'ORLÉANS.

Habitants de l'Algérie.

Fidèle à mes devoirs de citoyen et de soldat, je suis resté à mon poste tant que j'ai pu croire ma présence utile au service du pays.

Cette situation n'existe plus. M. le général Cavaignac est nommé gouverneur général de l'Algérie. Jusqu'à son arrivée à Alger, les fonctions de gouverneur général par intérim seront remplies par M. le général Changarnier.

Soumis à la volonté nationale, je m'éloigne; mais du fond de l'exil, tous mes vœux seront pour votre prospérité et pour la gloire de la France, que j'aurais voulu servir plus longtemps.

Alger, le 3 mars 1848.

H. D'ORLÉANS.

A L'ARMÉE D'AFRIQUE.

Quartier-général, à Alger, le 3 mars 1848.

M. le général Changarnier remplira par intérim les fonctions de gouverneur général jusqu'à l'arrivée à Alger de M. le général Cavaignac, nommé gouverneur général de l'Algérie.

En me séparant d'une armée modèle d'honneur et de courage, dans les rangs de laquelle j'ai passé les plus beaux jours de ma vie, je ne puis que lui souhaiter de nouveaux succès. Une nouvelle carrière va peut-être s'ouvrir à sa valeur; elle la remplira glorieusement, j'en ai la ferme croyance.

Officiers, sous-officiers et soldats, j'avais espéré combattre encore avec vous pour la patrie!... Cet honneur m'est refusé; mais du fond de l'exil, mon cœur vous suivra partout où vous appellera la volonté nationale : il triomphera de vos succès; tous ses vœux seront toujours pour la gloire et le bonheur de la France.

Signé H. D'ORLÉANS.

Le lieutenant général Changarnier, gouverneur général par intérim, à la population d'Alger.

Citoyens d'Alger,

Le gouvernement républicain de la France a nommé gouverneur-général de l'Algérie le général Cavaignac.

Le général Cavaignac est déjà en Algérie. Il est attendu à Alger d'un moment à l'autre.

Il a reçu directement les instructions de la République : seul il a mission de les faire exécuter.

Remise va lui être faite de toute l'autorité.

Félicitez-vous en bons citoyens; que cet accomplissement en Algérie de la révolution terminée en France ait lieu sans que la paix publique puisse être troublée.

Tous les gouvernements ont besoin d'ordre. C'est ce qui les constitue, les honore, les affermit.

Le premier soin du gouvernement provisoire a été de prescrire aux autorités existantes le maintien de la tranquillité publique.

C'est en vertu de ces prescriptions mêmes du gouvernement républicain et dans l'intérêt de tous que, momentanément investi des fonctions de gouverneur général, j'ai à veiller au bon ordre.

C'est mon devoir, et je le remplirai jusqu'à l'arrivée prochaine du général Cavaignac.

Alger, le 4 mars 1848.

Le lieutenant général, gouverneur général par intérim,
CHANGARNIER.

Au quartier général à Alger, le 4 mars 1848.

Trop peu de temps s'est écoulé hier entre ma prise de possession du gouvernement par intérim et le départ du courrier pour que je puisse réunir MM. les officiers généraux, commandants supérieurs d'armes spéciales et chefs de services, afin de conférer avec eux au sujet de l'adhésion à donner au nouveau gouvernement qui vient d'être institué en France.

J'ai cru me rendre le fidèle organe des sentiments de l'armée en exprimant que, liée aux destinées de la nation, instrument de ses volontés, elle était prête à se dévouer, comme toujours, à la cause de l'indépendance nationale, et qu'elle attendait, pleine d'ardeur, fidèle aux lois de la discipline et de l'honneur militaire, les ordres du gouvernement provisoire.

Le lieutenant général gouverneur général par intérim,
CHANGARNIER.

— En ouvrant sa séance du 3 mars, le conseil supérieur d'administration à Alger a déclaré adhérer au gouvernement républicain constitué dans la mère-patrie et a prié le gouverneur général par intérim de transmettre cette adhésion au ministre de la guerre.

DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES.

Le directeur des affaires civiles à la population de la province d'Alger.

Le gouvernement républicain a prescrit aux autorités existantes de veiller au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique. Le directeur des affaires civiles adjure les bons citoyens de lui prêter leur concours pour assurer l'un et l'autre.

Des mesures sont prises pour que le cours des affaires ne soit pas interrompu : les travaux publics vont être poussés avec activité; les ateliers s'organisent et assurent du travail à tous les ouvriers.

Citoyens de la province d'Alger, en nous associant aux événements qui viennent de se passer dans la mère-

patrie, restons calmes, unis, pleins de confiance dans l'avenir et dans les mesures qui seront prises pour assurer les destinées de l'Algérie.

Comptez sur notre patriotisme.

Alger, le 3 mars 1848.

Le directeur des affaires civiles par intérim,

A. DEMANCHE.

Vu et approuvé :

Le lieutenant général gouverneur général par intérim.
CHANGARNIER.

On lit dans l'*Akhbar* du 2 mars :

« L'armement maritime de la place d'Alger et de tout le littoral en général avait été laissé dans un état d'insuffisance contre lequel la presse avait réclamé vainement à plusieurs reprises. Le gouverneur général, dès son arrivée dans la colonie, sollicita avec instance l'envoi de 1,200 pièces d'artillerie, dont 600 destinées à Alger et le reste pour les côtes de l'ouest et de l'est. Il vient, dit-on, de renouveler tout récemment cette demande auprès du Gouvernement provisoire. En attendant le résultat de cette nouvelle demande, on travaille activement dans les batteries. Un ordre du jour adressé au 1^{er} bataillon de la milice d'Alger annonce que l'escadron d'artillerie sera exercé au maniement et au tir du canon. Dans les circonstances où nous nous trouvons, ces mesures sont d'une urgence qui n'a pas besoin d'être démontrée. Voici la lettre adressée à ce sujet par le gouverneur général au directeur des affaires civiles de l'Algérie, lettre mise à l'ordre du jour du 1^{er} bataillon de la milice d'Alger :

MILICE. — 1^{re} LÉGION.

Ordre. — Le lieutenant-colonel commandant par intérim s'empresse de porter à la connaissance des miliciens de la première légion la dépêche suivante, qui lui a été transmise par le directeur des affaires civiles par intérim :

« Monsieur le directeur,

« En présence des événements qui s'accomplissent en France et de leur influence possible sur la paix du monde, nous devons nous tenir prêts avant tout à assurer l'intégrité du territoire français en Afrique et à défendre un sol qui est aujourd'hui le sol national.

« La construction des batteries de côte avance rapidement; leur armement va commencer. Dans le but de pourvoir à toutes les éventualités, j'ai décidé que l'artillerie de la milice serait dispensée du service de place. Vous aurez à vous concerter avec le général commandant l'artillerie de l'armée et avec le lieutenant-colonel commandant la légion, pour que sans troubler les occupations diverses des citoyens, ils soient immédiatement exercés à la manœuvre et au tir du canon.

« Nous sommes toujours en présence de l'ennemi intérieur, les Arabes; à l'heure qu'il est, nous sommes peut-être en face de l'ennemi extérieur. Toute dissension politique ici serait sans but, et doit disparaître devant cette situation; la population et l'armée doivent rester dans la plus étroite union pour sauvegarder tous les intérêts de la France.

« Agréez, monsieur le directeur, etc.

« Le lieutenant général gouverneur général,

« H. D'ORLÉANS. »

— On lit dans la *Sentinelle* de Toulon du 8 mars :

« La correspondance d'Alger nous apporte la nouvelle du départ des princes.

« On a vu des gens les accompagner jusqu'au rivage aux cris de *Vivent les princes!* — Criez *Vive la France!* ont-ils répondu en en donnant eux-mêmes l'exemple.

« M. Choppart, commandant du *Titan*, qui nous apporte ces nouvelles, est porteur de deux dépêches, l'une du duc d'Aumale, adressée au ministre de la guerre, l'autre du prince de Joinville, adressée au ministre de la marine.

« Le *Solon* s'est dirigé vers Gibraltar. On pense qu'après y avoir renouvelé son charbon, il se rendra en Angleterre. »

Nous sommes priés d'insérer les deux notes suivantes :

« Il a été annoncé dans notre numéro d'hier que le prince de Ligne avait eu la veille une conférence officielle avec M. de Lamartine.

« Ce ne peut être qu'une erreur typographique, car dans l'état actuel des relations entre la Belgique et la France, quoique établies sur le pied le plus amical, les rapports entre M. l'ambassadeur de Belgique et M. le ministre des affaires étrangères ne peuvent être qu'officiels. »

« La visite faite hier par le ministre de Danemark à M. de Lamartine a été inexactement mentionnée dans les journaux. Le ministre de Danemark ne peut entretenir encore avec le gouvernement provisoire de la République que des rapports de bienveillance purement officiels. Sa conversation et sa visite n'ont pas eu une signification ou une portée plus officielle. »

Le Gouvernement provisoire a reçu une députation des démocrates de Londres, qui apporte une adresse de félicitation au peuple français.

Le général O'Connor, au nom de la députation, a expliqué comment la réunion des démocrates anglais avait eu lieu. Il a dit qu'il avait paru dans la presse anglaise une lettre de lord Wellington, dans laquelle ce personnage engageait le gouvernement anglais à augmenter autant que possible les forces militaires de l'Angleterre afin de se tenir en état de faire la guerre à la France au besoin.

Dès que cette lettre eut paru, le peuple anglais s'émut, et un grand nombre de villes de l'Angleterre envoyèrent des députés à Londres pour protester contre cette proposition de lord Wellington, parce que, dans leur opinion, elle était une marque de méfiance et d'hostilité contre la France.

La réunion de ces députés était à Londres lorsque la Révolution de Février éclata. Alors plus de 5,000 citoyens recommandables de Londres se sont unis aux députés et ont envoyé à Paris une députation pour venir vous dire quelle a été la joie de tout le peuple anglais en apprenant que le peuple français avait détruit le gouvernement monarchique pour fonder la République sur les bases de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

La députation remet au Gouvernement l'adresse qui

exprime les sentiments sympathiques de la nation anglaise pour la France. Voici la traduction de cette adresse :

« Citoyens de France, amis et frères !
« Un grand meeting public vient d'avoir lieu à Londres, à la suite d'une conférence tenue entre les délégués des différentes provinces du Royaume-Uni, dans le but de s'opposer à toute mesure du gouvernement anglais tendant à augmenter les dépenses du pays pour l'armée, ou paraissant faire acte d'hostilité ou de défiance envers les autres pays. Persuadés de cette grande vérité, que Dieu a fait de la même chair et du même sang les hommes de toutes les nations, nous avons saisi cette occasion de vous exprimer notre fraternelle sympathie et notre profonde estime.

« Frères de France ! les sentiments que nous vous exprimons en ce moment ne sont pas seulement ceux de quelques centaines d'hommes animés d'un élan momentané de sympathie pour vous, nos plus proches voisins. Ce ne sont pas non plus ceux que produit le désir passager de vous proclamer nos frères dans le sens le plus vrai et le plus sympathique de cette expression ; mais ce sont les sentiments du peuple de l'Angleterre, de millions de cœurs qui, dans les îles Britanniques, battent avec ardeur, avec amour pour le peuple de France. Ce sont les sentiments qui ont été manifestés et accueillis avec des acclamations enthousiastes dans de nombreux meetings tenus dans presque toutes les grandes villes de ce royaume. Beaucoup de communes d'Angleterre ont envoyé l'expression de sentiments identiques à des communes de France, au moyen de cordiales adresses.

« Manchester a envoyé ses fraternelles félicitations à Lyon, Liverpool à Marseille, Birmingham à Bordeaux, Leeds à Lille, Bristol à Brest, York à Rouen, Norwich à Nîmes.

« Vingt autres grandes villes d'Angleterre ont déjà adressé de semblables manifestations à un nombre égal de villes françaises. Ces nombreuses communications peuvent attester que nous traduisons fidèlement à la France la pensée de l'Angleterre en lui exprimant nos vœux de la voir, cette grande nation, réaliser toutes ses espérances et recevoir la récompense de ses sublimes efforts par la conquête définitive et la jouissance assurée de toutes les libertés civiles, religieuses et commerciales qui conduisent un peuple au progrès, à la paix, à la prospérité et à la véritable grandeur.

« Frères de France, il y a seulement quelques semaines nous suivions avec une fraternelle sollicitude la grande lutte morale que vous aviez engagée contre les restrictions que l'on voulait imposer aux prérogatives vitales, inaliénables de la conscience humaine et de l'opinion publique, qui sont si chères à une nation d'hommes libres. Dans les phases de cette lutte, nous pensions que la victoire resterait au bon droit si les partisans de l'erreur reculaient devant des démonstrations légales.

« Nous pensions que les modifications politiques que vous cherchiez pourraient être obtenues sans qu'un seul crime fût commis, sans qu'une seule goutte de sang d'un peuple affligé fût répandue. Mais des jours sont arrivés, apportant avec eux de terribles événements, et maintenant la France a brisé les liens qui comprimaient ses élans, et la voilà maintenant debout devant nous, prête à entrer dans une carrière nouvelle. Dans cette lutte soudaine, le sang a coulé, et, plutôt que d'en détourner nos regards, nous en essuierions plutôt la trace avec nos larmes. La France a pris pour devise ces trois mots : *Liberté, Égalité, Fraternité* ; que tous ses enfants mettent cette devise en pratique, et qu'elle signifie, pour les nations environnantes, que la paix, la prospérité et le progrès seront, pour le peuple français, des lois éternelles.

« Frères de France, de tous nos rivages s'élèvent des acclamations de joie en l'honneur de votre glorieuse révolution ; cette joie, nous la partageons. Mais si cette révolution arrache du sol français jusqu'aux racines d'un système qui s'opposait au développement des destinées de votre pays, qu'elle chasse de tous les cœurs français tout sentiment de défiance, de jalousie ou d'animosité contre le peuple d'Angleterre.

« Que les discordes du passé soient effacées de notre mémoire, et ne nous souvenons plus que de ce qui peut resserrer les liens de notre amitié et en entretenir l'ardeur. Que la France consacre son énergie, sa prépondérance morale, son fertile génie au bonheur de l'humanité, à l'abolition de la guerre sous toutes les formes, à l'extinction de toute espèce d'esclavage, à l'extension des rapports internationaux et des relations commerciales ; qu'elle défende les principes de la liberté civile, religieuse et commerciale ; qu'elle en recommande l'application chez toutes les nations de l'univers, et dans cette voie de progrès, elle aura l'Angleterre comme associée de ses héroïques efforts, l'Angleterre prête à seconder toute grande entreprise de philanthropie, prête à donner à la France son concours fraternel dans le chemin de la paix et du progrès, prête à s'affranchir de ses douleurs, à se réjouir de sa joie. Ainsi la France et l'Angleterre, suivant du même pas le même chemin pendant la fin des siècles, donneront au monde l'exemple des admirables résultats de la paix et de la concorde internationales.

« Signé pour les délégués, dans le meeting public tenu à Londres, dans la grande salle du Commerce, le 3 mars 1848.

« Le président du meeting,
JOSEPH STURGE. »

M. Lamartine, membre du Gouvernement provisoire, a répondu :

« C'est en qualité de ministre des affaires étrangères du Gouvernement provisoire de la République que, dans l'absence de notre vénérable président, je suis chargé de répondre à l'honorable députation que vous avez introduite. Mais je n'ai pas besoin de ce titre de ministre des affaires étrangères, car, d'après le magnifique et religieux langage contenu dans l'adresse que nous venons d'entendre, il n'y a plus d'autre ministre des affaires étrangères entre les deux peuples que la sympathie des deux nations.

« Elles sont gouvernées désormais par leur propre esprit, et c'est parce qu'elles sont gouvernées par leur propre esprit, par leur propre sagesse, par leur propre amour de l'humanité, que la paix du monde est assurée. La royauté, que le peuple a abolie avec tant de gloire et de courage, a emporté dans sa chute tous les préjugés qui séparaient les deux nations.

« Au nombre de ces préjugés, celui qui affligeait le plus les cœurs fraternels de la France et de l'Angleterre, celui qui affligeait le plus les sentiments de religion et d'humanité générale qui doivent être désormais la grande politique des peuples, c'était ce préjugé international qui nous forçait, pour ainsi dire, à haïr officiellement des hommes pour lesquels, dans l'intérieur de nos cœurs, nous avions les plus pures et les plus ardentes sympathies. Ce préjugé n'existera plus sous la République.

« Les rois ont des jalousies, les rois ont des ambitions, les rois se disputent, et font disputer avec le sang de leurs peuples, des lambeaux de territoire pour accroître l'éclat de leur couronne. Les peuples ont une autre ambition, et cette ambition ne coûte ni une goutte de sang ni une larme aux hommes. C'est celle-là désormais dans laquelle les deux peuples que nous avons la gloire de représenter en ce moment veulent rivaliser.

« A dater du jour où la République a reçu de la nation anglaise la plus touchante et la plus spontanée des reconnaissances, rien ne s'oppose à ce que la grande pensée de la révolution française à son origine, à ce que la pensée qui a surgi en France toutes les fois et à la même heure que nous avons vu surgir la liberté politique, rien ne s'oppose à ce que cette pensée soit accomplie. Cette pensée, vous la connaissez comme nous ; c'est l'alliance digne, honorable et indissoluble des deux nations les plus civilisées du globe pour assurer l'harmonie du continent et pour arrêter l'effusion du sang qui a fait la gloire de certains hommes, mais qui fait la honte de l'humanité tout entière. (Bravo ! bravo !)

« Je vous remercie, non-seulement au nom du peuple français, mais au nom de l'humanité, des sentiments dont cette adresse est remplie. Nous la ferons connaître par la traduction et la publicité à tous nos concitoyens et à tous les citoyens du globe, et nous la conserverons dans les archives de la République parmi les titres de naissance qu'il sera le plus glorieux pour elle de montrer un jour à nos descendants.

« Les noms des délégués des grandes villes de l'Angleterre qui ont bien voulu joindre leur signature à cette adresse sont une garantie de plus pour nous des sympathies du peuple anglais. » (Applaudissements.)

L'un des membres de la députation exprime des vœux pour l'abolition complète de l'esclavage.

M. Lamartine répond :

« Nous aurions cru conquérir une liberté égoïste, une liberté coupable, si nous en avions gardé les bienfaits pour nous seuls. Nous nous sommes donc hâtés de proclamer la liberté pour tous nos frères, et nous nous félicitons d'être, à cet égard, en harmonie avec les nobles sentiments de l'Angleterre, qui a depuis si longtemps affranchi la race noire dans ses colonies. (Applaudissements.)

« Aussitôt que l'assemblée nationale sera réunie, elle proclamera les principes que nous avons nous-mêmes proclamés le lendemain de notre glorieuse révolution. Nous n'avons qu'une question réservée, c'est celle de l'indemnité. »

La commission instituée pour appeler à la défense de la République tous les patriotes éprouvés a reçu de nombreuses et honorables adhésions. Toutefois, certains se sont mépris sur le but final de la commission : elle veut démasquer les fourbes et repousser cette plaie des solliciteurs, pires plaies que celles d'Egypte. Il faut donc répéter l'avis déjà donné à ceux qui demandent : *Nous n'avons pas de places à donner.*

La commission se réunit fréquemment afin d'écarter, autant qu'elle le pourra, l'impureté laissée par Louis-Philippe.

Elle est heureuse de voir le citoyen Teulon, commissaire extraordinaire du Gouvernement, s'associer à son vœu par la déclaration qu'il vient de publier à Nîmes. La voici :

« Le commissaire du Gouvernement provisoire,
« Convaincu que l'amélioration des mœurs doit marcher avec celle des institutions ;
« Convaincu surtout qu'un peuple de solliciteurs ne saurait être véritablement républicain ;
« Convaincu enfin, que les hommes les plus capables de bien remplir les places sont ceux qui ne les demandent pas ;
« A l'honneur de prévenir ses concitoyens qu'il ne sera donné aucune suite aux demandes d'emploi.
« Nîmes, le 6 mars 1848.

« E. TEULON. »

Toutefois nous indiquerons au gouvernement les citoyens méritants qui, sans fléchir, ont souffert pour la cause. — Nous ne manquerons pas davantage à signaler ceux qui ont surpris la bonne foi des ministres.

Le citoyen n'ayant que le nécessaire ne doit pas d'impôt. Le superflu seul y est soumis en raison directe de son élévation. Plus on est riche, plus on doit contribuer aux charges de l'Etat.

C'était le contraire sous la royauté, nous le savons ; mais où est-elle ?

N'est-ce pas d'ailleurs chose hideuse que de voir ainsi les heureux de la terre sucer le sang du malheureux ?

Nous donnons plus loin le compte rendu des affaires belges. Nos lecteurs y verront que le roi Léopold-Cobourg, gendre de notre ex-majesté, a bien profité des leçons paternelles. Fourberies de police, perfidie, trahison, assassinats, comme aux beaux jours de la royauté à bon marché, rien n'a manqué afin de prouver aux Belges que les bonnes traditions ne sont pas mortes. Ces races royales sont vraiment hors ligne ; ce n'était pas assez du privilège de naissance, il leur faut encore celui du vertige, de tous les vices, de tous les crimes humains.

Et nos dynasties font de la régence entre chien et loup !

Compte rendu des Clubs.

Association pour la discussion des questions d'instruction nationale.

Aujourd'hui dimanche, à 2 heures, a eu lieu à la Sor-

bonne une réunion composée d'environ 800 membres de l'instruction publique. Le bureau provisoire était composé des citoyens Lebas, président ; Oeggez, Viel, Saint-Marc-Girardin, Guignault et de quelques autres. Après une discussion passablement animée, l'assemblée a décidé qu'elle se formait en Association pour la discussion des questions d'instruction générale. Elle a arrêté en outre, 1° que tous les membres appartenant ou ayant appartenu à l'instruction publique pourraient faire partie de l'association ; 2° que la question proprement politique, c'est-à-dire relative aux candidatures de la Convention nationale, serait implicitement comprise dans les autres questions ; 3° qu'un bureau définitif serait composé à la prochaine séance ; 4° que les séances seraient publiques, mais que les membres de l'association seraient séparés de l'auditoire ; 5° enfin que la deuxième réunion aurait lieu jeudi prochain, à 2 heures.

Nous engageons fortement les autres clubs à suivre les discussions de cette association. Le nom de M. St-Marc-Girardin nous fait croire que la République a quelque chose à voir là.

Les citoyens présidents des clubs sont invités à faire parvenir, de 11 heures à 11 heures 1/2 du soir, à l'imprimerie Lacrampe, rue Damiette, 2, les comptes rendus de leurs séances. Ils voudront bien aussi indiquer le titre distinctif de la société, le lieu où elle siège et les jours et heures de réunion, afin que nous puissions transmettre ces renseignements à ceux des départements qui désireraient s'affilier.

Les gens de bon sens et de bonne foi traitent de rêveurs ceux qui donnent l'éveil à propos de la régence. Nous engageons ces citoyens à examiner avec plus de soin. Voici pourquoi.

Nous avons la certitude que des clubs distingués et assez prudents pour ne pas se mettre au grand jour, discutent les moyens de réintégrer le petit comte de Paris. En d'autres termes, ces coryphées de la doctrine hypocrite et anti-rationnelle, laissés en arrière d'un siècle par la République, s'occupent bravement de faire rétrograder la grande victorieuse. Ils veulent être ministres !

Nous voulons bien ne pas les nommer encore, et nous espérons qu'ils tiendront compte de notre avis. S'il en était autrement, nous leur donnerions rendez-vous quand ils se sentiraient le courage d'exposer leur œuvre en plein soleil. Nous ne ferons pas comme eux, nous ne resterons pas à nous chauffer les pieds ; nous agirons en sens directement contraire à cette immense lâcheté qui les fit reculer devant le pacha Duchâtel, secrétaire des commandements de la royauté pour laquelle ils professent un culte si fervent et si désintéressé.

Ces messieurs peuvent être tranquilles ; à l'heure donnée nous serons prêts. Nous verrons s'ils manquent encore une fois de parole.

COMPARAISON ENTRE LA CRISE FINANCIÈRE DE 1830 ET CELLE DE 1848.

Il importe de bien se rendre compte de la situation industrielle et commerciale, afin de ne pas concevoir des craintes exagérées et de ne pas se laisser aller à un découragement qui ne pourrait qu'aggraver un état de choses déjà assez grave par lui-même.

On est naturellement porté à comparer la crise actuelle à celle qui suivit la révolution de 1830. L'une et l'autre en effet ont été déterminées par l'ébranlement général que les grandes commotions politiques apportent toujours dans les affaires. Il y a cependant dans la situation commerciale, à ces deux époques, des différences qu'il est bon de signaler.

La première secousse a dû se faire sentir plus vivement aujourd'hui qu'en 1830, parce que les affaires s'étaient développées cette fois dans des proportions plus considérables, et surtout parce qu'on avait usé plus largement, ou, pour mieux dire, parce qu'on avait abusé du crédit. C'était au crédit que le dernier gouvernement avait demandé les moyens de subvenir à toute cette masse de travaux publics dont il avait couvert le territoire. C'était sur le crédit que reposaient toutes les entreprises de chemins de fer, qui avaient été concédées sans prévoyance comme sans mesure. Or, comme le crédit est toujours l'élément de la fortune publique qui se trouve le premier et le plus vivement atteint dans les grandes commotions politiques, on comprend quelle influence a dû exercer la révolution de février éclatant d'une manière subite au milieu d'une situation aussi tendue et d'affaires aussi imprudemment engagées.

Mais si cette première secousse a été très-vive, plus vive qu'en 1830, il est cependant permis d'espérer que la crise sera moins longue, et que le commerce et l'industrie reprendront leur activité plus rapidement qu'à cette époque.

Cette espérance, nous l'appuyons sur l'observation des faits.

Au moment de la révolution de 1830, nous étions en pleine prospérité ; on avait beaucoup produit, on avait fait des préparatifs pour produire encore davantage ; de telle sorte que la consommation venant à s'arrêter subitement en présence de cette production considérable, il s'ensuivit un malaise prolongé dans l'ensemble de notre système industriel et commercial.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation tout opposée : la révolution de février ne nous a pas surpris au milieu d'une production exubérante ; loin de là, nos manufactures, en présence de la crise des subsistances, avaient ralenti leurs travaux, et si ce n'est les entreprises des chemins de fer et les industries qui s'y rattachent, on s'était tenu en général sur le pied d'une prudente réserve.

On peut mesurer le ralentissement qui a eu lieu, l'année dernière, dans le mouvement industriel, par un seul chiffre : la somme des droits perçus à l'importation des marchandises pendant l'année 1847, comparativement à l'année précédente, a été de 20 millions. Il est vrai qu'on doit tenir compte du déficit occasionné dans le revenu de la douane par la suspension des grains ; mais la recette des droits sur les céréales ne présentait qu'une différence de 6 millions ; reste donc une réduction de 14 millions applicables aux autres marchandises.

Ajoutons que cette diminution avait porté, pour la grande partie, sur les matières qui alimentent le travail manufacturier, et principalement sur celles qui servent à la fabrication des étoffes; la quantité de coton acheté par nos fabriques avait baissé de 642,000 quintaux en 1846, à 435,000 en 1847, soit de près de 50 p. 100; les importations de laines en masse avaient décliné de 184,000 quintaux à 154,000, soit de 24 p. 100. Ainsi l'industrie et le commerce avaient été, en quelque sorte, préparés par la crise de 1847 à supporter plus facilement le nouveau coup qui vient les frapper; il y a peu de marchandises dans les ateliers et dans les magasins, et pour peu que la consommation reprenne, le travail reprendra aussitôt dans nos districts manufacturiers.

Un tableau des importations pendant le mois de janvier 1848, tableau qu'a publié le *Moniteur* il y a deux jours, prouve que la situation tendait à s'améliorer au commencement de cette année. Nous voyons, par exemple, que la quantité de coton acquittée, qui n'avait été que de 40,000 quintaux pendant le mois de janvier 1847, est remontée à 53,000 pendant le mois correspondant de 1848. La production manufacturière commençait donc à se ranimer, quand est survenue la révolution qui a amené la proclamation de la République.

Sans doute, cet événement a dû arrêter d'abord le mouvement de reprise qui se manifestait dans l'industrie; mais il est permis de croire que ce temps d'arrêt n'aura été que momentané. La renaissance du travail, dans les fabriques, n'était pas le résultat de la spéculation: il provenait de ce qu'après une crise de dix-huit mois, il y avait dans le commerce des vides à combler; dans la consommation, des besoins à satisfaire. On doit donc espérer que, le calme et la confiance venant à se rétablir, l'industrie ne tardera pas à entrer dans une nouvelle période d'activité. (*Constitutionnel*.)

— Il a été ouvert au syndicat des courtiers de commerce, à la Bourse, une souscription pour le comptoir national d'escompte de la ville de Paris, où l'on peut s'inscrire de une heure à cinq heures du soir.

— La Compagnie des marchands de bois à cuevrer de Paris a décidé qu'elle souscrivait pour 22,000 fr. à la création du comptoir national.

— Les créanciers de la maison Gouin et Comp. se sont réunis aujourd'hui en très-grand nombre. La liquidation amiable a été consentie, et un pouvoir a été donné aux deux cents plus forts créanciers non actionnaires, pour nommer cinq commissaires, également non actionnaires, à l'effet de surveiller cette liquidation.

Toutefois un grand nombre de créanciers et d'actionnaires ont exprimé l'opinion qu'il était de l'intérêt de tous que l'établissement pût être à même de reprendre ses opérations.

Un capital de 20 à 25 millions étant jugé nécessaire, on a proposé de le former par la création d'obligations de 1,000 fr. productives d'intérêts à 5 p. 100 et remboursables dans trois ans.

Cette combinaison a été généralement accueillie comme pouvant se réaliser au moyen de la conversion d'une partie de chaque créance en obligations, et par l'ouverture d'une souscription à laquelle les actionnaires et le commerce seraient appelés à participer.

Un délai de dix jours a été fixé pour la réalisation de cette opération.

Si la souscription est complétée avant l'expiration de ce délai, la Caisse générale du Commerce continuera ses opérations, et la nomination des commissaires deviendrait sans objet.

Dans le cas contraire, la liquidation suivrait son cours.

Les gérants ayant adhéré à ce qui précède, une souscription publique sera ouverte dans les bureaux de MM. A. Gouin et Comp. pour l'émission des obligations ci-dessus énoncées.

Etranger.

BELGIQUE.

Dimanche, le 27 février, l'association démocratique de Bruxelles tenait sa première séance publique depuis la nouvelle de la proclamation de la République française. On savait d'avance qu'une immense foule d'ouvriers viendrait y assister, décidée à prêter leur concours actif à toutes les mesures que l'association jugerait convenable de prendre.

Le gouvernement, de son côté, avait fait répandre le bruit que le roi Léopold était prêt d'abdiquer du moment que le peuple le voudrait. C'était un piège tendu aux démocrates belges, pour les engager à ne rien entreprendre de décisif contre un si bon roi, qui ne demandait pas mieux que se défaire du fardeau de la royauté, pourvu qu'on voulût lui laisser en tout honneur une pension honnête.

En même temps, le gouvernement du roi tenait toute prête une liste de personnes qu'il jugeait propres à être arrêtées cette même soirée comme perturbateurs de l'ordre public. Il était convenu avec M. Hody, chef de la sûreté publique, de faire figurer dans cette liste les étrangers comme les instigateurs principaux d'une émeute factice, autant pour couvrir l'arrestation des Belges connus comme des républicains décidés que pour éveiller des susceptibilités nationales. C'est ce qui explique encore pourquoi, plus tard, son excellence M. Rogier, qui n'est pas plus Belge que S. M. le roi Léopold est Français, a fait publier une ordonnance qui enjoit à toutes les autorités de surveiller rigoureusement les Français et les Allemands, les uns compatriotes de Rogier, les autres compatriotes de Léopold. Cette ordonnance rappelle, par la forme de sa rédaction, les lois des suspects.

Ce plan si bien conçu fut exécuté d'une manière d'autant plus perfide et brutale, que les personnes arrêtées dans la soirée du 27 février s'étaient abstenues de toute provocation.

On dirait qu'on s'est donné le plaisir d'arrêter ces personnes pour pouvoir les maltraiter, les outrager à loisir.

Immédiatement après leur arrestation, on les accablait de coups de poing, de coups de pieds, de coups de sabre. On leur crachait à la figure, à ces républicains. On les maltraitait en présence du philanthrope

Hody, qui était enchanté de donner à des étrangers une preuve de sa toute-puissance.

Comme il n'y avait pas de charges contre eux, il ne restait qu'à les rendre à la liberté. Mais non! On les a retenus au cachot pendant six jours. Alors on prit d'entre les prisonniers les étrangers et on les plaça dans des voitures cellulaires, pour les conduire directement au chemin de fer. Là, ils furent de nouveau placés dans des voitures cellulaires, chacun dans une cellule à part, et expédiés de cette manière à Quiévrain, où des gendarmes belges les reçurent pour les traîner jusqu'à la frontière française.

Quand enfin ils purent un peu reprendre connaissance sur la terre de la liberté, ils se trouvaient n'avoir dans leurs poches que des passeports d'expulsion, datés de la veille de l'arrestation. L'un des expulsés, M. Allard, est Français.

En même temps le gouvernement du roitelet proclamait, dans la chambre des représentants, que le royaume belge, y compris les deux Flandres, était la meilleure des républiques possibles, et qu'il possédait une police-modèle, dirigée par un homme tel que M. Hody, à la fois ancien républicain, phalanstérien et léopoldiste rallié. La chambre pleurait de joie, et les journaux catholiques et libéraux s'exaltaient sur les vertus domestiques du roi Léopold et les vertus publiques de son domestique Rogier.

Le peuple belge est républicain. Il n'y a de léopoldistes que la grande bourgeoisie, l'aristocratie foncière, les jésuites, les fonctionnaires et les ex-Français qui, chassés de la France, se trouvent maintenant à la tête de l'administration et du journalisme belges.

Metternich est enchanté de trouver si bien à propos à la frontière de la France un Cobourg, ennemi né de la révolution française. Il oublie seulement que les Cobourg d'aujourd'hui ne comptent plus que dans les questions de mariage.

SICILE.

Bombardement de Messine.

Une lettre de Messine, en date du 27 février, adressée à la *Legation*, donne des détails sur l'attaque de la citadelle et le nouveau bombardement que la ville a eu à essuyer.

Le feu a commencé le 21, et a continué terrible jusqu'au 24 sans discontinuer. Le chef qui dirigeait le siège des Messinois contre la citadelle était le célèbre palermitain Antonio Miloro, récemment arrivé de Marseille. Tous les postes avancés ont été emportés par les Messinois: le fort de Porto-Real-Basso avec 240 prisonniers; l'arsenal, le plan de Terre-Neuve et divers autres postes importants, avec grande perte du côté des soldats royaux. En même temps, le roi de Naples envoyait trois vapeurs chargés de pionniers d'artillerie, d'officiers du génie, le tout commandé par le général Pronio, le même Pronio qui, deux fois, a été battu par les palermitains en 1820 et en 1848, en un mot tout le matériel pour un bombardement qui continue avec plus de vigueur que jamais, malgré les pertes des soldats.

« Le 25, le général Pronio demanda un jour de trêve, faisant espérer aux Messinois que le roi allait tout accorder; c'était encore une trahison, car le 26, la citadelle, ayant remis ses pièces debout, recommença le bombardement de plus belle. Ce matin, 27, le roi et son ministre libéral nous envoient une nouvelle expédition de troupes. Je puis cependant vous assurer que l'enthousiasme des Siciliens est tel qu'on ne désespère pas de prendre la citadelle. La valeur héroïque de ces hommes vous garantit leur victoire. Enfin, à l'heure où je vous écris, les Messinois viennent d'enlever le poste de Salvatore et de la Lanterne. »

Une autre lettre annonce la prise d'assaut de la citadelle. Les bâtiments expédiés par Ferdinand auraient pris la route de Reggio et de Syracuse. Dans les Calabres, on commence à demander la constitution de 1812.

Le plus grand ordre et la plus grande tranquillité règnent à Palerme.

Le nouveau bombardement de Messine restera comme un exemple mémorable de la valeur des charles octroyées. Et maintenant qu'on nous dise si ce roi de Naples ne mériterait pas d'être pendu au haut d'une vergue, comme un forban.

ITALIE.

On écrit d'Alexandrie (Piémont), 3 mars, à la *Concordia* de Turin :

« L'arrivée en ce moment de Vigevano, où l'on a reçu des nouvelles de Milan de la plus haute importance. Le découragement des troupes autrichiennes est évident; il ne faut qu'une légère secousse pour jeter à bas le despotisme de l'Autriche. Les Lombards n'espèrent qu'en nous autres Subalpins. Au nom du ciel, qu'on envoie dix mille hommes seulement de l'autre côté du Tessin, et la cause italienne est à jamais victorieuse; mais qu'on les envoie sur-le-champ. »

Les autres nouvelles du Piémont ont trait à l'expulsion des jésuites. La lettre relative à l'autopsie du cadavre du député Silvani, de la consulta de Rome, lettre qui n'a pas moins de huit pages, et dans laquelle sont consignées toutes sortes de turpitudes de la secte jésuitique, a été déposée à Gènes, chez M. André Dellepiane, administrateur des vapeurs toscans; à Alexandrie, au golfe de la Spezia, etc. Les jésuites, sur la route de l'exil, ont été sifflés, hués et accompagnés des malédictions de milliers de citoyens.

A Gènes, comme naguère à Fribourg, au milieu des objets que le peuple a jeté par les fenêtres, on a relevé des lithographies érotiques et aussi une provision de cigares de la Havane. L'irritation de la population était à son comble.

— Une correspondance de Fivizzano, en date du 28, signale le passage d'un convoi considérable de munitions, escorté par les Autrichiens et se rendant à Massa.

— Cette nouvelle et le juste émoi des populations aurait enfin engagé le gouvernement toscan à sortir quelque peu de son apathie. La garde nationale de Pise a adressé une pétition aux magistrats pour leur demander des cartouches. La conduite des Autrichiens sur la frontière de Modène est telle que les femmes ne peuvent plus aller dans la campagne sans risquer d'être outragées en plein jour.

L'Alba, qui nous arrive tout maculé des points de de la censure, ce qui est assez étrange de la part des agents du grand duc de Toscane à l'heure présente, l'Alba crie de nouveau aux armes.

« Hier, 5 mars, dit le journal patriote, nous avons crié: Aux armes! aux armes! Aujourd'hui nous répétons ce cri de toutes nos forces, et il ne nous fait pas peur, comme à certains vieux libéraux... de Paris. Nous croyons que la République française aidera beaucoup à consolider la liberté en Italie; le prodigieux événement de France nous donne pour alliée et pour amie cette grande nation. »

« Les idées nouvelles et les droits des peuples proclamés jusqu'à ce jour pacifiquement dans les temples, dans les théâtres, dans les fêtes publiques, devront être soutenues énergiquement, les armes à la main, sur les champs de bataille. Il faut que nous soyons des héros, si nous ne voulons pas passer pour des bouffons. »

La presse toscane a toujours fait son devoir; le grand-duc n'a pas fait le sien; il n'y a pas d'armée suffisante en Toscane, et il n'y a que peu de fusils distribués à la garde civique.

ESPAGNE.

On écrit de Madrid, le 3 mars :

« La ville est tranquille. Aujourd'hui dimanche gras, de nombreuses mascarades ont parcouru les quartiers les plus fréquentés de Madrid. Le défilé des masques était tranquille et bien ordonné. »

« L'autorité a fait saisir les numéros de tous les journaux qui avaient publié une adresse à la reine pour prier S. M. de ne pas sanctionner le projet de loi soumis aux Cortès par le ministère. La presse progressiste proteste aujourd'hui contre cette saisie. »

« Voici cette protestation :
« Le chef politique a adressé à notre éditeur responsable la pièce suivante :

Gouvernement politique de la province de Madrid.

« Le premier article du numéro 1167 du journal que vous publiez ayant été saisi, je vous prie de vous abstenir à l'avenir de publier l'exposition qui y est insérée, et de ne plus recevoir les signatures qui l'approuvent, soit dans les endroits désignés, soit dans toute autre partie du journal, étant responsable des désordres que pourraient faire naître à la rédaction ou dans les bureaux du journal ceux qui, en vertu de l'annonce qui y est publiée, viendraient dans le but d'y souscrire. »

« Dieu vous garde de longues années! »

« VISTA HERMOSA. »
« Comme, dans l'état actuel des choses, il ne nous reste d'autre recours contre de telles violences que l'appel à Dieu et à l'opinion du pays, nous protestons devant l'un et devant l'autre, au nom du parti progressiste, contre une mesure aussi arbitraire, aussi inconstitutionnelle, aussi injuste que celle d'interdire aux citoyens le droit de pétition. Que le ciel nous rende justice! que l'opinion décide! Périrons s'il le faut en défendant le droit commun! droit antérieur à toute convention politique, qui a existé sous toute espèce de gouvernement, qui n'a jamais péri et ne périra jamais non plus. »

» *Eco del Comercio, el Espectador, el Clamor Publico, el Siglo, la Prensa.*

« Madrid, le 5 mars. »

ALLEMAGNE.

On écrit de Vienne, le 4 mars :

« On attend prochainement une déclaration impériale en ce qui concerne les droits des États dans les possessions héréditaires allemandes. Il s'agit de rétablir complètement les anciennes prérogatives importantes des États. »

« L'échange des courriers est très-actif par suite des événements de Paris. Cependant le cabinet prend une attitude calme et résignée en présence des événements. »

« L'empereur de Russie, en prêtant à la fin de février 50 millions à l'empereur d'Autriche, a dit qu'il ne demandait d'autre garantie que la signature de ce souverain. »

Bourse de Paris.

A la bourse d'hier, les affaires au comptant ont eu du mouvement et de l'activité, et les cours des rentes françaises ont conservé une bonne tenue. Ils avaient manifesté dès l'ouverture une certaine tendance à la hausse, mais les besoins d'argent n'étant pas encore satisfaits, le mouvement ascensionnel s'est arrêté, et le cours du 5 pour 100, qui était monté à 78 fr. 50 c., a fermé à 77 fr. Le 5 pour 100, qui avait ouvert à 52 fr., est retombé à 49 fr. 50 c., et a fermé à 51 fr. Les paiements se sont généralement assez bien faits.

Au comptant. — Comparativement aux derniers cours d'hier, le Trois p. 100 a haussé de 1 fr. (à 51 fr.), et le Cinq n'a pas varié (77 fr.). Les Actions de la Banque ont baissé de 50 fr. (à 1,800 fr.), et les Obligations de la Ville ont haussé de 20 fr. (à 1,005 fr.). La Caisse hypothécaire est restée comme hier (200 fr.).

Chemins de fer. — Sont restés comme hier, ceux de Versailles, rive droite (125 fr.), rive gauche (100 fr.), Orléans à Bordeaux (400 fr.), Tours à Nantes (532 fr. 50 c.) et Paris à Lyon (50 fr.). Paris à Orléans a haussé de 10 fr. (à 850 fr.), et il y a eu baisse de 10 fr., tant sur Paris à Rouen (à 455 fr.) que sur Avignon à Marseille (à 295 fr.), de 50 fr. sur Rouen au Havre (à 220 fr.), de 5 fr. 75 c. sur Strasbourg à Bâle (à 95 fr.), de 12 fr. 50 c. sur le Centre (à 550 fr.), de 5 fr. 75 c. sur le Nord (à 580 fr.), et de 5 fr. sur Paris à Strasbourg (à 542 fr. 50 c.).

Fonds étrangers. — Sont restés comme hier, l'Emprunt romain (72), le Cinq pour 100 belge (75) et l'Emprunt du Piémont (800 fr.).

Fin du mois. — Aussi, comparativement aux derniers cours d'hier, le Trois pour 100 n'a pas varié et il est resté à 50 fr.; quant au Cinq pour 100, il a haussé de 50 c. (à 77 fr.).

Changes. — Ceux sur Amsterdam, Hambourg, Londres et Saint-Petersbourg n'ont pas varié.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.